

**N° DP 24/126**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE 10 000 € A "L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE" (ADIE) AU TITRE DE L'ANNEE 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 1<sup>er</sup> février 2024,

**CONSIDERANT** la demande de l'ADIE pour l'octroi d'une participation financière de Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 15 000 €,

**CONSIDERANT** que l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), reconnue d'utilité publique, accompagne et finance les personnes qui ont un projet de réinsertion professionnelle par la création d'entreprise ou par l'accès à un emploi,

**CONSIDERANT** que l'ADIE représente un soutien à la création, à la reprise et au développement d'entreprises (TPE) par l'octroi de microcrédits personnels et professionnels permettant de lever des freins au retour à l'emploi et l'accompagnement des entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise,

**CONSIDERANT** le bilan positif de l'action de cette association en 2023 sur le territoire de la Métropole et son implication dans la vie économique de la Métropole,

**CONSIDERANT** les objectifs pour l'année 2024 sont les suivants :

- Au moins 200 personnes résidant sur le territoire de TPM reçues en entretien,
- Au moins 100 porteurs de projets financés sur TPM,
- Un montant total d'interventions financières de l'association sur TPM situé entre 400 000 et 500 000 €,
- Au moins 20 porteurs de projet formés dans le cadre de la formation « J'entreprends avec l'ADIE »,
- Développer les actions de proximité au plus près des lieux de vie des entrepreneurs notamment dans les quartiers prioritaires,
- Sensibiliser les entrepreneurs accompagnés à la transition écologique,

**CONSIDERANT** la convention de subventionnement ci-jointe,

# DECIDE

## ARTICLE 1

**D'ALLOUER** à l'ADIE une subvention de 10 000 € pour son programme d'actions de l'année 2024.

## ARTICLE 2

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe selon lesquels l'ADIE s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de son activité sur le territoire de la Métropole.

## ARTICLE 3

**DE SIGNER** la convention ci-annexée.

## ARTICLE 4

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au budget principal 2024, article 65748, opération 1239.

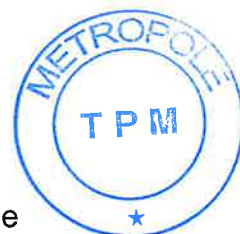
La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 FEV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



5 FEB 2014



## CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE

POUR L'ANNEE 2024

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée** représentée par son Président,  
Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision Président n°                    du  
2024, ci-après désignée TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

*d'une part,*

**ET**

**L' « Association pour le Droit à l'Initiative Economique »**, désignée ci-après par  
ADIE , sise 23 rue des Ardennes – 75019 PARIS, représentée par son Président,  
Monsieur Frédéric LAVENIR,

*d'autre part,*

**Conviennent ce qui suit :**

### **Article 1<sup>er</sup> – Exposé des motifs**

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), reconnue d'utilité publique, accompagne et finance les personnes qui ont un projet de réinsertion professionnelle par la création d'entreprise ou par l'accès à un emploi. Elle octroie des microcrédits professionnels pour la création ou le développement d'une entreprise et des microcrédits personnels permettant de lever des freins au retour à l'emploi. Elle apporte un accompagnement technique gratuit (formation, conseil, aide au pilotage du projet).

Le réseau national de l'ADIE (directions régionales et antennes locales) s'adresse aux personnes en situation de précarité qui sont exclues du système bancaire classique.

L'association a été créée en 1988. C'est une association nationale dont le siège est à Paris et qui est organisée en directions régionales dont la direction PACA.

Depuis 2000, l'association dispose d'une représentation locale sur l'ensemble du département du Var. Son antenne départementale est implantée à Toulon (Place de la Liberté) ce qui lui permet d'intervenir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération.

Compte tenu de l'intérêt que présente l'activité de l'ADIE dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence « développement économique » de Toulon Provence Méditerranée, cette dernière entend lui accorder un concours financier tenant compte du volume des projets accompagnés par l'Association sur le territoire de la Métropole.

## **Article 2 – Engagement de l'ADIE**

L'ADIE s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs suivants pour 2024 :

- Au moins 200 personnes résidant sur le territoire de TPM reçues en entretien ;
- Au moins 100 porteurs de projets financés sur TPM ;
- Un montant total d'interventions financières de l'association sur TPM situé entre 400 000 et 500 000 € ;
- Au moins 20 porteurs de projet formés dans le cadre de la formation « J'entreprends avec l'ADIE » ;
- Développer les actions de proximité au plus près des lieux de vie des entrepreneurs notamment dans les quartiers prioritaires ;
- Sensibiliser les entrepreneurs accompagnés à la transition écologique.

## **Article 3 – Engagement de la Métropole**

Sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement de l'ADIE pour l'exercice 2024 ci-joint, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir l'association financièrement au cours de l'exercice 2024 à hauteur de 10.000 euros.

#### **Article 4 – Modalités de versement**

La subvention de Toulon Provence Méditerranée sera versée à l'ADIE de la manière suivante :

- 70 % du montant indiqué à l'article 3 seront versés à la signature de la présente convention ;
- le solde, soit 30 %, sera versé après réception des documents visés à l'article 5.
- Si ces documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme d'action subventionné est inférieur aux dépenses figurant dans le budget prévisionnel ci-joint, il conviendra d'appliquer une réduction de la subvention au prorata des dépenses réalisées.

#### **Article 5 – Obligations de l'ADIE**

L'ADIE s'engage à utiliser un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'ADIE s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au moins deux fois par an, le bilan intermédiaire de son activité sur le territoire de TPM (nombre de créateurs reçus, nombre de prêts d'honneur, créateurs suivis, activités concernées, etc..).

L'ADIE s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au plus tard le 30 juin 2025, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier approuvés par le conseil d'administration et visés par le Président de l'ADIE.

L'ADIE s'engage à fournir à Toulon Provence Méditerranée une copie du bilan et du compte de résultats 2024 et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'association.

L'ADIE s'engage à faire apparaître sur tous ses documents d'information ou de promotion et sur son site Internet le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée et à faire parvenir à la Métropole au moins un exemplaire de chaque support diffusé.

L'ADIE s'engage à faire apparaître sur tous les documents signés par les porteurs de projets qu'elle accompagne le soutien financier de Toulon Provence Méditerranée.

#### **Article 6 – Durée et résiliation de la convention**

Cette convention est conclue à compter de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme

résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

#### **Article 7 – Reversement de la subvention en cas de non-respect des obligations de l'ADIE**

En cas de non-respect par l'ADIE de ses engagements, celle-ci reversera à Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans la présente convention.

En cas de non réalisation des actions du fait de l'ADIE, celle-ci reversera la totalité des sommes versées par Toulon Provence Méditerranée.

#### **Article 8 - Politique de gestion des données personnelles**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et nous nous engageons à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence développement économique

##### Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission développement économique, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

##### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en



matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)

- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07

#### **Article 9 – Tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux de cinq pages chacun,  
à Toulon, le .

Pour l'ADIE

Pour Toulon Provence Méditerranée

Le Président,  
Frédéric LAVENIR

Le Président  
Jean-Pierre GIRAN

**Budget prévisionnel 2024**  
**Action de l'Adie sur le territoire de la métropole Toulon Provence méditerranée**

**TOULON PROVENCE MEDITERRANEE METROPOLE**

CHARGES		PREVISIONNEL		PRODUITS		PREVISIONNEL	
60 - Achat		3 494		70 - Vente de produits finis, prestations de services, marchandises		0	
Achats Prestations de services		0		Prestation de services		0	
Achats matières et de fournitures		2 318		Vente de marchandises		0	
Fourniture d'entretien et de petits équipements		1 098					
Autres fournitures		78		74 - Subventions d'exploitation (9)		121 866	
				Etat / Inclusion par le Travail Indépendant - National / DREETS		13 978	
61 - Services extérieurs		21 618					
Locations immobilières		15 137		Etat / Plan Pauvreté DREETS PACA - Répartition régionale		3 141	
Entretien et réparation		2 810					
Assurance		156		Région Sud - Répartition régionale		25 521	
Documentation		0					
Divers : Autres locations (véhicules, matériels)		3 515		METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE		15 000	
62 - Autres services extérieurs		6 679		Autres ressources - Répartition nationale		31 582	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		259					
Publicité, publication		830		Fonds européens - Répartition régionale		15 894	
Déplacements, missions		3 805					
Frais postaux et de télécommunications		1 785		Partenaires privés - Répartition régionale		16 750	
Services bancaires, autres		0					
63 - Impôts et taxes		195					
Impôts et taxes sur rémunérations		0					
Autres taxes et impôts		195					
64 - Charges de personnel		154 760					
Rémunérations des personnels		149 095					
Charges sociales (compris dans "Rémunérations")		0					
Autres charges de personnel		5 665					
65 - Autres charges de gestion courante		19 773		75 - Autres produits de gestion courante		0	
66 - Charges financières		0		76 - Produits financiers		84 653	
67 - Charges exceptionnelles		0		77 - Produits exceptionnels		0	
68 - Dotation aux amortissements (immobilisations)		0					
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>206 519 €</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>206 519 €</b>	

Budget prévisionnel 2024 non définitif.